



AVIS D'ATTRIBUTION

L2122-1-1 alinéa 1

MISE A DISPOSITION PAR SNCF RESEAU D'UN TERRAIN NON BATI SUR LA COMMUNE DE DRANCY (93) POUR UNE ACTIVITE INDUSTRIELLE OU DE STOCKAGE

- 1. SNCF Immobilier- Direction Immobilière Territoriale Ile de France de SNCF Immobilier**, dont les bureaux sont sis CAMPUS RIMBAUD – 10 rue Camille Moke – CS 20012 à LA PLAINE SAINT-DENIS Cedex (93212), représentée par sa Responsable du Département Optimisation et Programmation dûment habilitée, Madame Pascale BRENIER MARIE. SNCF Immobilier (branche Immobilière de Société nationale SNCF) agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau et conformément à la convention de gestion et de valorisation immobilière du 30 juillet 2015 par laquelle SNCF Immobilier a été mandatée pour la gestion et la valorisation du patrimoine immobilier de SNCF Réseau.
- 2. Correspondant :**
Renseignements techniques et administratifs : Nexity Property Management, Gestionnaire Nexity, Mme. Joys Rizkallah / Courriel : JRIZKALLAH@nexity.fr. Adresse : Nexity Property Management – Services Immobiliers aux Entreprises - Mme. Joys RIZKALLAH, 2 rue Olympe de Gouges à ASNIERES (92665).
- 3. Objet de la procédure :**
La convention d'occupation objet du présent avis porte sur la mise à disposition d'un terrain non bâti, en l'état, d'une surface de 1 120 m² sis 37/39 avenue Joffre sur la commune de DRANCY (93700) et repris au cadastre de la commune sous le n°0279p de la section OH en vue d'y exercer une activité industrielle ou de stockage.
- 4. Procédure :**
La convention d'occupation non constitutive de droits réels a été passée selon la procédure de sélection préalable de l'article **L2122-1-1 alinéa 1** du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.
- 5. Attribution :**
Par application des critères de choix pondérés annoncés dans le règlement de la consultation remis aux candidats, SNCF Réseau a décidé d'attribuer la convention d'occupation à la société LUSOTP dont le siège est sis 4 B rue de la Poste à Argenteuil (95100).

Date d'effet de la convention d'occupation : 01 janvier 2022
- 6. Modalités de consultation de la convention d'occupation :**
Sous réserve notamment des secrets protégés par la loi, tout intéressé qui en fait la demande peut obtenir accès au contrat objet du présent avis, par consultation.
Les demandes de consultation, sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, aux coordonnées mentionnées à la rubrique 2 du présent avis.
- 7. Information sur les recours**
Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois devant :
Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr